



**Jouer CGT
c'est gagner !**

Après vos congés d'été, n'oubliez pas...

**LE 20 OCTOBRE
VOTEZ CGT !**

Mots-mêlés

Retrouvez le mot caché

D T S S H Q E N L T R A A C N
É C N N O U U O E T S F D O O
V O O O M A Q I N R É D M N E
E O I I M L I T N C T Y I S U
L P T T E I D A O O I N N O Q
O É I C É F I T S L R A I M I
P R D E T I R S R L A M S M T
P A N L I C U E E E D I T A A
E T O É L A J F P C I Q R T M
M I C B A T É I C T L U A I R
E O R E C I T N G I O E T O O
N N P R S O A A T F S M I N F
T A A C I N T M E T O V O T N
C I O Y F S A C Q U I S N N I
S N O I T A C I D N E V E R S

LISTE DES MOTS À RAYER DANS LA GRILLE :

ACQUIS	COOPÉRATION	JURIDIQUE
ADMINISTRATION	DYNAMIQUE	MANIFESTATION
BERCY	DÉVELOPPEMENT	PERSONNEL
CAP	FISCALITÉ	QUALIFICATIONS
CGT	ÉLECTIONS	RENDICATIONS
COLLECTIF	ÉTAT	RTT
CONDITIONS	HOMME	SOLIDARITÉ
CONSUMMATION	INFORMATIQUE	VOTE

LE MOT CACHÉ :

Bercy : restons ensemble



Bercy a été découpé en trois ministères. Pourtant, nombreuses sont les raisons de réunir toutes leurs missions dans un seul ministère.

Un seul ministère pour favoriser les synergies et mettre en cohérence les missions d'assiette, de recouvrement, de contrôle, de statistiques publiques... Un seul ministère pour impulser une véritable politique industrielle nécessaire au développement de notre pays. Un Ministère avec une politique dynamique de l'emploi, des salaires, de la formation permettant l'exercice de toutes les missions.

Mais qu'est ce que cela changerait pour les citoyens ?

Une meilleure coordination entre les différents services assurant les missions de contrôle (Douanes et CCRF) permettrait de renforcer la protection dont ont besoin les

consommateurs. La mise en cohérence entre statistiques et développement industriel serait à même de repenser les politiques d'aménagement du territoire. Et, ce ne sont que quelques exemples.

Mais qu'est ce que cela changerait pour les salariés ?

Plus aucune direction générale dans le périmètre de la Réforme de l'État en territoire. Ainsi, les agents de la CCRF et de l'Industrie reviendraient dans des directions de plein exercice. Leur statut serait consolidé par les règles de gestion communes à Bercy en lieu et place de la tutelle des Préfets. C'est aussi gagner de nouveaux droits pour tous les salariés et refuser la mise en concurrence entre ministères.

Fiscalité, financement de l'économie, contrôle... sont autant d'outils au service d'une politique de progrès social.

Plus d'emploi public !



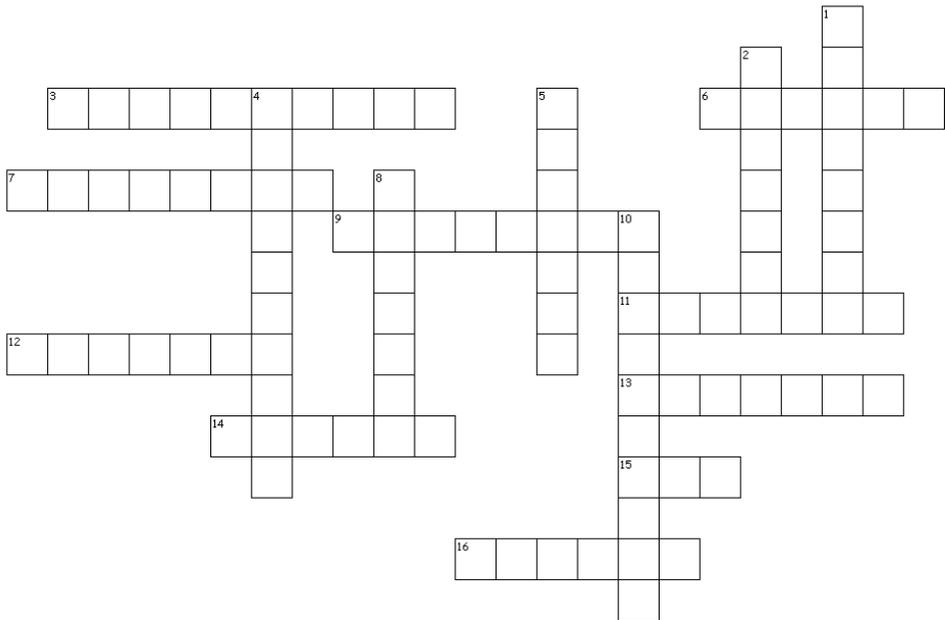
Depuis plusieurs années, on essaie de nous faire croire que l'emploi public est un fardeau. Mais, c'est tout le contraire ! Les emplois publics permettent à la population de disposer de services publics de qualité. Et bien souvent, les mêmes missions remplies par des entreprises privées coûtent bien plus cher. Dans le domaine de l'informatique, par exemple, l'appel à des entreprises extérieures entraîne des coûts démesurés pouvant dépasser le milliard d'euro pour une seule application. Non pas parce que les salariés du secteur privés sont moins compétents, mais parce que les entreprises cherchent à gagner toujours plus d'argent pour leurs patrons et leurs actionnaires.

Dans le même temps, le Conseil des prélèvements obligatoires estime la fraude et l'évasion fiscales entre

60 et 80 milliards d'euros. Alors, ce n'est pas en supprimant massivement des emplois que ce chiffre va baisser. Au contraire, créer des centaines d'emplois permettrait de mieux lutter contre la fraude économique et fiscale en général. Cela ferait rentrer de l'argent dans le budget de l'État et pourrait en partie servir à créer les emplois utiles à l'exercice de nos missions. Et que dire d'un Gouvernement qui pour lutter contre le chômage supprime des postes de fonctionnaires par centaines de milliers. Or, le seul moyen de relancer l'économie c'est une politique volontariste en matière d'emploi. Que l'État donne l'exemple !

En matière d'emploi, il ne faut pas non plus oublier le recours toujours plus important de l'État aux contrats précaires. La CGT combat cette pratique avec vigueur.

Mots croisés



HORIZONTAL

3. Grade de catégorie A
6. Pour certains, ils sont payés depuis 1936
7. Ensemble des activités d'un État ou d'une collectivité
9. Congés bien mérité
11. État d'une personne qui n'est pas soumise à la servitude
12. Exercice d'une activité rémunérée
13. Se dit d'un développement raisonné
14. Ensemble des recettes et des dépenses (État, collectivité, particulier...)
15. Travailler moins pour plus de temps libre
16. Prélèvements obligatoires destiné au financement public

VERTICAL

1. Appartement ou maison, vous y habitez
2. Usée quotidiennement, elle ne doit pas être de singe
4. Grade de catégorie B
5. Refus de participer à une réunion
8. Se dit de l'indépendance vis-à-vis des religions
10. Sentiment qui pousse les gens à s'entraider

Augmenter les salaires !



Tout le monde, n'arrête pas de nous dire qu'augmenter les salaires c'est impossible. Que l'on soit du secteur public ou privé, c'est la même chose.

Depuis 30 ans, la part des richesses produites affectée aux salaires a considérablement baissé. En 1980, la part de la valeur ajoutée redistribuée en salaires était d'environ 74 %. Elle n'est plus aujourd'hui que de 64 %. Mais alors, si on avait conservé les mêmes proportions qu'est-ce que ça changerait ? Et bien, ça ferait chaque année 200 milliards d'euros de plus dans la poche des salariés. Le chiffre paraît tellement énorme qu'il semble difficile de se faire une idée précise de ce que ça représente par individu. Chaque mois ce serait environ 350 euros net de plus sur la feuille de paye de l'ensemble des salariés de notre pays ! Considérable. Mais

où est passé tout cet argent ? C'est simple, il est pour l'essentiel dans la poche des actionnaires.

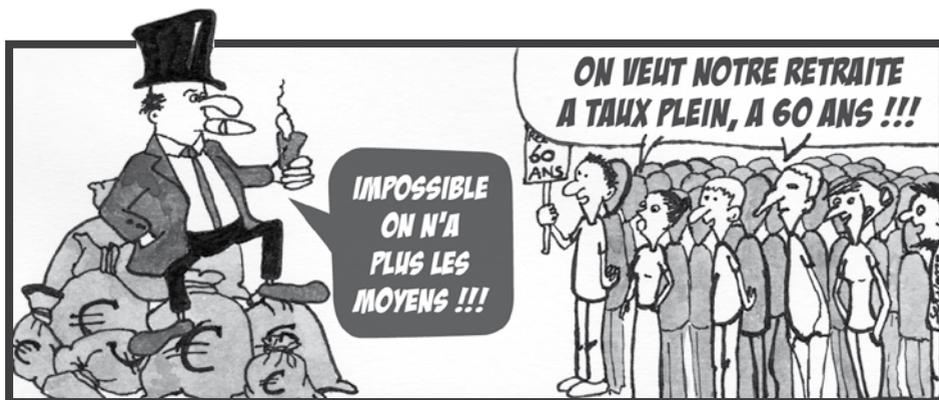
Et dans la Fonction publique alors ? Impossible de nous augmenter ces 3 prochaines années ! Vous comprenez, le budget de l'État est en déficit. Vous ne voudriez pas ruiner la France tout de même ? Et bien non, mais il est tout de même possible d'augmenter les salaires. Chaque année, les niches fiscales coûtent 150 milliards d'euros. Pourtant, elles n'ont pour la plupart jamais démontré leur efficacité. Nombre d'entre elles peuvent donc être supprimées, notamment celles qui profitent aux plus riches. Car augmenter leurs revenus n'a aucune conséquence sur la consommation et ne sert qu'à augmenter les gros patrimoines. Alors oui, il est possible d'augmenter le salaire des fonctionnaires !

Sudoku

	9		6	2	1		5	7
1	2		4		7		8	9
5			3		9	1		4
		5	7			8		
3		6			8	2		5
			2	6		4		
4	3			7	2	9	6	
	5		9			7		2
9	7	2	8					

			4	8			7	9
3	4	6		7		2		
	8			5	6	1	3	
				4	7		9	
4	6	5			8	7		
8	9					3		5
	1	2	7		4	9	8	3
	3	4		2	1	5	6	
	7		9	3	5	4		1

Ne battons pas en retraite !



On l'a bien vu, sur les retraites non plus, aucune concession n'est possible. L'équilibre n'est plus assuré. Les choses vont empirer.

Encore une fois, la méthode utilisée est la dramatisation de la situation. Certes, les besoins de financement nouveau sont réels. D'après le scénario retenu par le Gouvernement pour son infâme réforme, il faudrait trouver un peu plus de 100 milliards d'euros chaque année à partir de 2050.

Déjà, quand on n'est pas capable de prédire une crise d'ampleur du capitalisme au niveau mondial 6 mois avant qu'elle ne se produise, comment peut-on affirmer que la situation sera telle dans 40 ans ?

Qu'à cela ne tienne. Dans ce scénario, il est aussi dit que la production de richesse va doubler d'ici à 2050. Elle passerait ainsi de

2 000 milliards chaque année à environ 4 000 milliards par an.

Donc, sur ces 4 000 milliards, il faudrait en prendre 100 pour payer les retraites dans les mêmes conditions que celles d'avant la réforme. Car le plus gros problème de financement n'est pas pour l'instant l'évolution démographique mais bien la crise qui a nettement creusé le déficit des régimes de retraites !

La situation n'est pas bien différente pour les fonctionnaires. Comme pour leurs salaires, le problème ne vient pas de dépenses publiques trop élevées. Il provient principalement de la réduction constante des recettes de l'État, le plus souvent par des cadeaux aux plus riches. Depuis 2004, les niches fiscales ont augmenté de plus de 140 %. Commençons donc par les réduire plus sérieusement que les 6 % annoncés par le Gouvernement.

Mots-mêlés

Retrouvez le mot caché

N C N S T A P E C S T R C T O
L O U O V N C R O O E N R H N
N O I E I O E L O M N A E O S
T O N T N T I M U M N G I G E
E I I O A D A N E S O T R T A
R R M T A N E P F T A T I E S
E I I R A R I O I R U V I E S
E L I U A I R M E C I R U O S
S T O T R M C D I T I Q C N N
E E I R A T E O A R I T I E U
T O G T T F S B G D C O R N R
N A I N N N M N N E S S I A C
L O T O O O O Y O E N O I G P
N E C E C C S C B C N C T D T
E N V I R O N N E M E N T I F

LISTE DES MOTS À RAYER DANS LA GRILLE :

AGENT	CONSTRUIRE	RECRUTEMENT
AVENIR	CONTROLE	REMUNERATION
BESOINS	DISCRIMINATION	SOLIDARITE
CGT	ECONOMIE	SYNDIQUES
CHS	ENVIRONNEMENT	TOUS
COMBATIVITE	ETAT	TRANSFORMATION
CONFEDERATION	NEGOCIATION	UNION
CONGES	PARTICIPATION	
CONGRES	PROMOTION	

LE MOT CACHÉ :

Souffrance au travail : ça suffit !



L'amélioration des conditions de travail ne s'arrête pas au seul fait d'avoir une chaise ergonomique, un ordinateur neuf et un beau bureau.

Les fortes dégradations des conditions de travail, ces dernières années, se situent plutôt au niveau de la pression exercée sur l'ensemble du salariat. On la connaissait dans le secteur privé mais elle est tout aussi violente dans la Fonction publique.

Dans nos ministères et nos administrations, tous les « *clignotants sont au rouge* » et les risques psychosociaux augmentent. Suppressions massives d'emplois, réformes à la chaîne, mise en concurrence des salariés, déqualifications, course aux indicateurs, sont autant de facteurs qui fragilisent les collectifs de travail.

Mais il n'y a pas de fatalité. L'union

fait la force ! Et si on faisait le pari d'inverser cette logique assassine ?

Il faut réactiver les lieux de paroles collectifs au travail en redonnant du pouvoir aux salariés de Bercy. Il doivent être écoutés sur le contenu, les conditions d'exercice et l'organisation de leur travail. Et ce n'est pas utopique... C'est prévu par le Code du Travail !

Construisons aussi le rapport de forces nécessaire pour gagner des droits nouveaux et remettre en cause les nouvelles techniques de « *management* » isolant les salariés mais contraignant aussi les cadres.

Parce que nous ne voulons pas perdre notre vie à la gagner, créons les conditions d'une réappropriation de monde du travail par des spécialistes : c'est à dire les salariés eux même. Ne laissons pas quelques « *initiés* » décider à notre place !

Décryptage

Retrouvez la phrase mystère

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
17			19									
N	O	P	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y	Z
	22				13	14						

$\overline{18} \overline{22} \overline{14} \overline{3} \overline{9}$ $\overline{8} \overline{15} \overline{14}$ $\overline{8} \overline{3} \overline{13} \overline{14}$ $\overline{13} \overline{3}$ $\overline{19} \overline{22} \overline{12} \overline{12} \overline{3} \overline{9}$

$\overline{16} \overline{3} \overline{13}$ $\overline{23} \overline{22} \overline{7} \overline{3} \overline{12} \overline{13}$ $\overline{19} \overline{17} \overline{23} \overline{3} \overline{16} \overline{26} \overline{22} \overline{9} \overline{3} \overline{9}$

$\overline{16} \overline{17} \overline{18} \overline{3} \overline{12} \overline{26} \overline{9}$



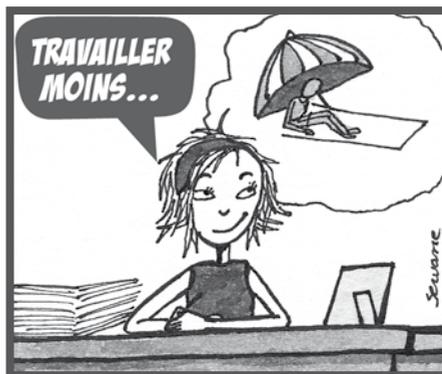
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
				7		21		8				17
N	O	P	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y	Z
		11				15						

$\overline{11} \overline{1} \overline{16} \overline{24}$ $\overline{19} \overline{7} \overline{22}$ $\overline{17} \overline{8} \overline{22} \overline{22} \overline{8} \overline{1} \overline{26} \overline{22}$ $\overline{19} \overline{7} \overline{22}$ $\overline{7} \overline{17} \overline{11} \overline{19} \overline{1} \overline{8} \overline{22}$

$\overline{19} \overline{7} \overline{22}$ $\overline{22} \overline{5} \overline{19} \overline{5} \overline{8} \overline{24} \overline{7} \overline{22}$ $\overline{3} \overline{1} \overline{15} \overline{7} \overline{18}$ $\overline{11} \overline{1} \overline{16} \overline{24}$

$\overline{19} \overline{5}$ $\overline{6} \overline{21} \overline{15}$

Travailler autrement !



Travailler plus pour gagner plus ? C'est, paraît-il, la bonne formule. Pourtant, c'est aussi le meilleur moyen de faire grimper le chômage.

Les richesses produites en France sont importantes mais de plus en plus mal réparties. À la fin des années 80, le rapport entre les plus bas salaires et les plus élevés était de 1 à 40. Aujourd'hui, l'écart est passé de 1 à 230 !!! Alors oui, un rééquilibrage s'impose.

Mais, cela laisse aussi entrevoir la possibilité de payer plus de salariés. Aujourd'hui, le nombre de chômeurs dans notre pays est considérable.

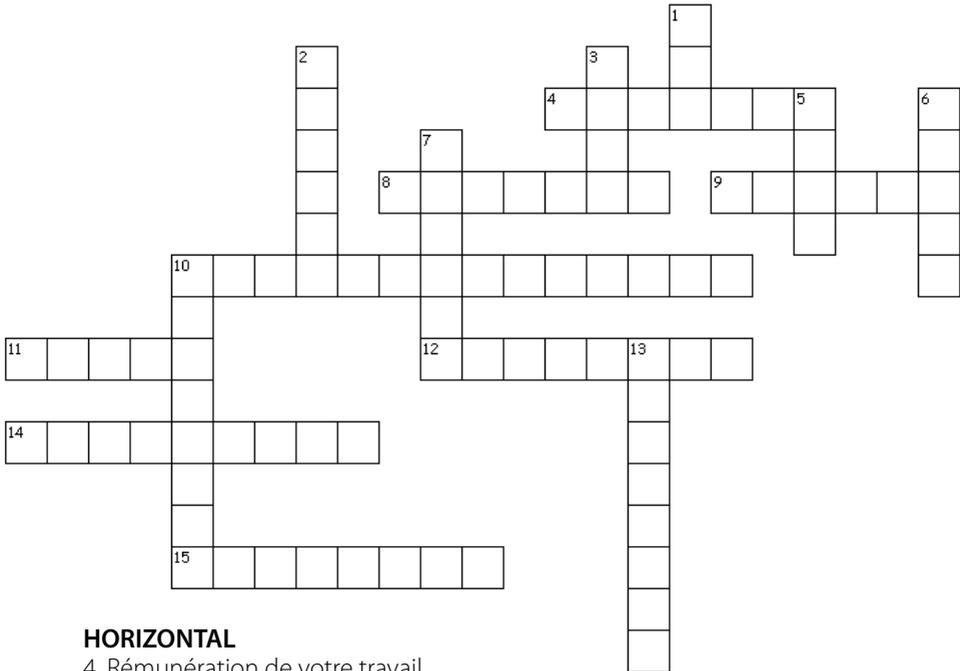
Et, le Gouvernement ne fait rien pour que ça change. C'est d'ailleurs lui qui met en oeuvre le plus grand plan social du pays ! Utilisons la fiscalité pour changer cela. Par exemple, modulons le taux de

l'impôt sur les sociétés à la baisse pour celles qui embauchent. Au contraire, augmentons-le pour les sociétés qui ne pensent qu'à leurs actionnaires.

Le sens de l'Histoire veut que le temps de travail baisse. Et c'est bien normal. La productivité augmente grâce au travail des salariés et aux innovations technologiques. Profitons-en pour travailler moins toutes et tous. Pourquoi travailler plus alors que tant de salariés cherchent un emploi ? D'ailleurs quand on regarde la durée moyenne du temps de travail d'autres pays européens, on peut être surpris. En France : 36,3 h. En Angleterre : 31,7 h. Au Pays-Bas : 29,2 h. En Allemagne : 33,6 h.

C'est pourquoi nous réclamons une nouvelle réduction du temps de travail pour tous les fonctionnaires et salariés du secteur privé.

Mots croisés



HORIZONTAL

4. Rémunération de votre travail
8. Se dit d'une avancée (sociale, technologique...)
9. Acte illégal. Elle est répréhensible quand elle est fiscale
10. Posées par les salariés, elles permettent de déterminer leurs besoins
11. Grade de catégorie C
12. Organisation de défense des intérêts des salariés
14. Action visant à acquérir de nouvelles compétences
15. Personne salariée pour le travail qu'elle exerce

VERTICAL

1. taxe sur la consommation particulièrement injuste
2. Administration de moins en moins présente aux frontières
3. Fiche de rémunération
5. Vous travaillez à son service
6. Moyen d'action des salariés pour obtenir satisfaction
7. Ensemble qui va de pair avec les devoirs
10. Moment où l'on se retire de la vie active
13. Épreuve de vérification de l'aptitude à exercer un emploi public

Basta la précarité !



Les contractuels ou non titulaires de la fonction publique ne sont pas toujours embauchés pour répondre à un besoin ponctuel ou un emploi saisonnier. Souvent, ils occupent des postes permanents et exercent des missions pérennes. La grande majorité d'entre eux souhaite être titularisée.

L'État a besoin de ces personnels mais refuse le plus souvent la titularisation directe. Pire encore, le Ministère de l'éducation prévoit 16 000 suppressions d'emplois en 2011. Dans le même temps, son ministre M. Chatel lance un appel d'offre pour l'embauche de 17 000 emplois précaires. Quel cynisme ! Encore une fois, la politique comptable prime sur les salariés et leur droit à un travail et un salaire décent.

Un récent accord signé dans la

fonction publique devrait aider à améliorer les conditions d'emploi des non titulaires et notamment leurs conditions d'accès au CDI et à un concours réservé.

Pour la CGT, le véritable objectif est bien l'éradication de la précarité sous toutes ses formes dans la Fonction publique et la lutte contre l'insécurité sociale grandissante.

Dans notre champs professionnel, des luttes s'organisent et notamment celle des enquêteurs de l'Insee qui encore aujourd'hui sont payés « à la tâche ». De même, les emplois dits « Berkani » (gardien, restauration, agents de nettoyage...) sont menacés et les personnels sont le plus souvent licenciés faute de reclassement.

Ces batailles pour l'emploi se gagneront par un grand mouvement solidaire de tous les salariés publics et privés de nos Ministères.

Sudoku

	7		5	4		1		6
1		4	3	6	7	5		9
	6		1				4	
						7	9	8
4	5	7		9	1	2	6	3
8	9			7		4		5
	3	1		8				
7		5		1		6	3	
9			6		5		7	

					1	2	6	
1			3	6	8			
6		8	2			1		4
	1	3		4	6		9	7
		6	8	9	7	3		
8		7	1		3			
3		1	7			9	4	5
7	4	2			5	6		3
9	8	5			4			1

Halte aux discriminations !



Depuis quelques années et plus particulièrement depuis que des entreprises ont été jugées coupables et condamnées, il est de bon ton de se dire contre les discriminations. Qu'à cela ne tienne... Les entreprises et le service public ne cessent d'afficher leurs ouvertures à la « diversité ». Très bien...

Même si le statut de la fonction publique offre des garanties en matière de carrière, d'accès aux concours..., dans nos administrations les discriminations sont bien présentes et peuvent prendre des formes très diverses. Un exemple, les femmes représentent plus de 60 % des salariés des ministères de Bercy. Elles n'occupent pourtant que 17 % des emplois de direction. L'existence de ce « *plafond de verre* » n'est pourtant pas la seule manifestation de ce type d'inégalité.

Parfois, il suffit d'être une femme, d'avoir la peau colorée ou encore d'être en situation de handicap pour être discriminé. D'autres fois, les attaques se portent sur des convictions religieuses, la sexualité ou des opinions personnelles.

Ces comportements de rejets sont de nature à attiser la rancœur voire la haine. Au contraire, nous devons profiter de nos différences pour en faire une force collective et respecter l'autre pour ce qu'il est.

La CGT se bat dans ce sens pour que nous ayons tous les mêmes chances et les mêmes droits lors des concours, dans notre carrière et plus globalement dans notre travail. Personne ne peut dire qu'un jour il ne sera pas rejeté parce qu'il a perdu la vue ou parce que ses opinions ne plaisent pas.

Alors, tous ensemble luttons contre toutes les discriminations.

Mots-mêlés

Retrouvez le mot caché

M R T E M D P E E N E N V T S
E A T N R I T R O M O N R E Y
T O N O E I N I O I M A D C N
V N I I R M T I T G N E F N D
E T A U F C E A S S R E F A I
S F C T E E S N F T D E R Y C
M E F T N I S O N E E E S O A
S I O I N E R T R O T R J V L
L R S A C M S A A R R U E E I
P A G S A A T E A T S I E R S
S R I T I I C I R T I T V P M
O H I C O O T I I P N O I N E
C O C N O E N C T A E A N T E
N I O N S S E S S E S R E L U
E V I T A I T I N I E V E R G

LISTE DES MOTS À RAYER DANS LA GRILLE :

CHS	JUSTICE	RETRAITES
DROITS	MANIFESTATION	SANTE
EFFICACITE	MINISTERE	SECURITE
ELU	MISSIONS	SOCIAL
ENVIRONNEMENT	ORGANISATION	SYNDICALISME
FEDERATION	PREVOYANCE	TRANSFORMATION
FEMME	PROGRES	VOTE
GREVE	PROTECTION	
INITIATIVE	REPRESENTANT	

LE MOT CACHÉ :

L'action sociale pour tous



L'action sociale doit être un droit pour tous (actifs, retraités, fonctionnaires, non titulaires) et permettre d'améliorer les conditions de vie de chacun au et hors du travail.

Ses champs d'intervention sont vastes et couvrent le logement, les aides, les prêts, la restauration, les vacances, les loisirs, la petite enfance, la protection sociale complémentaire...

Son budget, même s'il paraît conséquent n'est pas suffisant pour satisfaire les besoins qui sont de plus en plus importants. D'autant que cette dotation est soumise aux aléas budgétaires.

Il nous apparaît donc indispensable d'obtenir une dotation en pourcentage de la masse salariale (actifs et retraités). Cela permettrait notamment de sécuriser durablement le financement, contrairement au

mode de financement actuel des associations, sous forme de subventions.

Nous revendiquons donc que le budget de l'action sociale soit équivalent à 3 % de l'ensemble des rémunérations versées à Bercy, hors financement du logement et de la restauration.

La mobilisation de tous a récemment permis le recul de l'administration dans son projet de destruction du réseau des délégués locaux. Continuons à lutter pour que notre action sociale n'ait plus un caractère facultatif et que chacun puisse en bénéficier.

Exigeons plus de berceaux, plus de logements, plus d'offre de loisirs mais aussi la possibilité de se cultiver et de faire du sport à un coût accessible à tous.

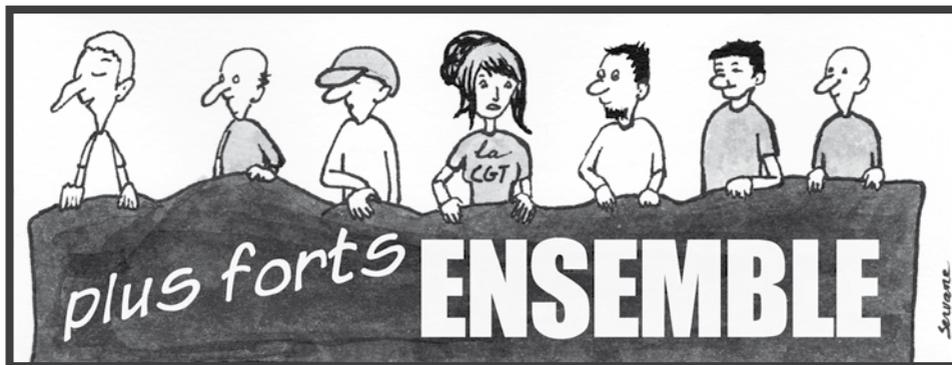
Donnons-nous les moyens d'avoir l'action sociale que nous méritons !

Sudoku

2			9			3		
	4	6	1		7		8	
	8	9	3				2	
	2	3	4					
					8		1	3
6		8			3		5	
	3	1		7				2
8				9	2	7	3	
		2		3		4		5

	3		5		1			9
1	4		2				6	
		9		4	7	1		5
	1		4				9	
4	5			9	8			
		8				5	4	
	6					9	7	
		3	9		4	6		
9		4		1		8		2

L'unité pour l'efficacité



La fédération des Finances CGT a fait le choix d'un syndicalisme de transformation sociale qui s'inscrit dans un combat pour une tout autre société, condition indispensable pour améliorer la situation de tous les travailleurs. Ce syndicalisme ne se conçoit pas sans l'adhésion active des salariés. Ils font souvent confiance à la CGT et sont en même temps convaincus que l'union fait la force. C'est pourquoi, ils accordent une grande importance à l'unité syndicale. Notre fédération se retrouve dans cette aspiration et met la démocratie syndicale au cœur de son activité.

L'émiettement du paysage syndical français est préjudiciable à tous les salariés face un patronat uni et arrogant. En tant que plus ancienne et première organisation syndicale, la CGT a une responsabilité toute

particulière. C'est pourquoi nous sommes et resterons moteur dans la recherche permanente de l'unité d'action. À Bercy, la CGT propose et proposera aux autres organisations syndicales d'échanger régulièrement y compris en dehors des processus d'action.

Nous avons déjà mené des campagnes et luttes communes (salaires, retraites, enquêteurs Insee, santé au travail, action sociale...). Nous continuerons de le faire.

Indépendante, la CGT n'est pas indifférente aux grands enjeux de société et travaille donc aux convergences avec les mouvements, associations, partis partageant les valeurs et objectifs de progrès social pour tous.

Pour porter des projets alternatifs et gagner, ensemble nous serons toujours plus forts car un autre Monde est possible.

Solutions

MOTS-MELÉS

- Page 3 : Transformations
 - Page 11 : Collectif
 - Page 19 : Revendications
-

DÉCRYPTAGE

- Page 5 : Avec la CGT, optez pour de meilleures conditions de travail.
 - Page 5 : Élections professionnelles, faites preuve d'efficacité, choisissez le bulletin CGT
 - Page 13 : Voter CGT c'est se donner les moyens d'améliorer l'avenir
 - Page 13 : Pour les missions, les emplois, les salaires... votez pour la CGT
-

MOTS-CROISÉS

Page 7 - Horizontal

3. INSPECTEUR
6. CONGES
7. MISSIONS
9. VACANCES
11. LIBERTE
12. TRAVAIL
13. DURABLE
14. BUDGET
15. RTT
16. IMPOTS

Vertical

1. LOGEMENT
2. MONNAIE
4. CONTROLEUR
5. BOYCOTT
8. LAICITE
10. SOLIDARITE

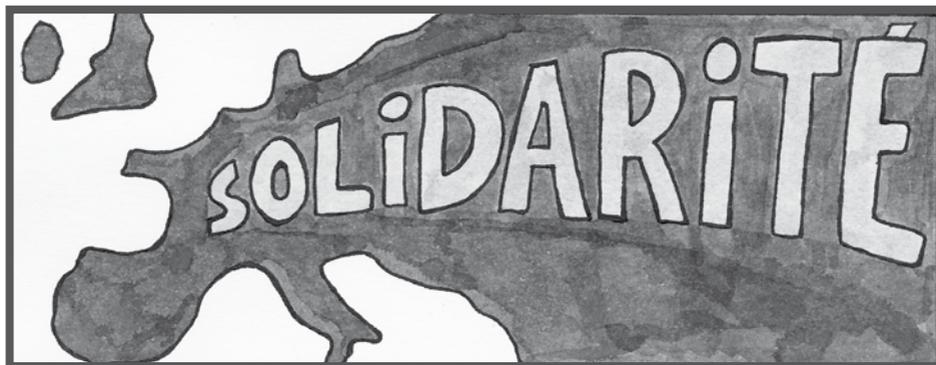
Page 15 - Horizontal

4. SALAIRE
8. PROGRES
9. FRAUDE
10. REVENDICATIONS
11. AGENT
12. SYNDICAT
14. FORMATION
15. EMPLOYEE

Vertical

1. TVA
2. DOUANE
3. PAYE
5. ÉTAT
6. GREVE
7. DROITS
10. RETRAITE
13. CONCOURS

Une Europe sociale et solidaire



D'une utopie porteuse, de paix, de solidarité et de progrès, les élites qui nous gouvernent ont fait de l'Europe une machine à broyer les acquis sociaux. Confisquée par les multinationales et les marchés financiers, l'Europe est devenue un vaste terrain d'expérimentation pour les théories néolibérales les plus régressives. Et c'est aujourd'hui aux populations de payer les conséquences de la faillite d'un système où l'intérêt d'une minorité passe avant celui du plus grand nombre, où la cupidité sans borne d'une minorité implique la spoliation de la majorité.

Pour répondre aux exigences des marchés financiers, l'Union européenne et les États qui la composent veulent aujourd'hui généraliser à tous les peuples européens les mesures anti-sociales qu'ils ont

imposé aux Grecs, aux Irlandais et aux Portugais. Et faire de l'austérité l'horizon indépassable d'une Europe au service de la finance.

Partout en Europe, les fonctionnaires et agents publics sont les cibles des plans de rigueurs : réduction drastique des effectifs, gel et souvent baisse des salaires, privatisations...

Pourtant, des alternatives existent, une autre Europe est possible, privilégiant la solidarité et la coopération à la concurrence, la démocratie à la loi du marché. C'est même la seule voie pour échapper aux dérives nationalistes et aux aventures dont elles sont porteuses.

Cela suppose de faire converger les luttes de tous les salariés et citoyens d'Europe, tous également « indignés ». C'est ce à quoi s'emploie, à son niveau, la fédération des Finances CGT.

**POUR LA PREMIÈRE FOIS, VOUS
ALLEZ ÉLIRE VOS REPRÉSENTANTS
AU COMITÉ TECHNIQUE PARITAIRE
MINISTÉRIEL DE BERCY.**

**FACE AUX MINISTRES, DONNEZ-VOUS
LES MOYENS D'AGIR ET DÉFENDEZ
VOS INTÉRÊTS INDIVIDUELS ET
COLLECTIFS.**

**LE 20 OCTOBRE,
VOTEZ CGT !**



FÉDÉRATION DES FINANCES CGT

Case 450

263, rue de Paris

93515 MONTREUIL CEDEX

Tél : 01.48.18.82.21

Site : www.finances.cgt.fr

Courriel : finances@cgt.fr